



**PRÉFÈTE
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-barthélémy

Saint-barthélémy, le 05 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE LAITIERE DE MAYENNE

413 rue du Terras
53100 Mayenne

Références : 2024-296_SOCIETE LAITIERE DE MAYENNE_INSP_RAP.odt

Code AIOT : 0006301010

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2024 dans l'établissement SOCIETE LAITIERE DE MAYENNE implanté rue de la Tricottière 413 rue du Terras 53100 Mayenne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE LAITIERE DE MAYENNE
- rue de la Tricottière 413 rue du Terras 53100 Mayenne
- Code AIOT : 0006301010
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Laitière de Mayenne (ex BESNIER) est implantée à Mayenne depuis 1969. C'est une SNC dont la société « Groupe LACTALIS » est gérante.

Elle est spécialisée dans la transformation de matières premières issues du lait. Les produits fabriqués sont destinés à l'industrie alimentaire et à l'alimentation animale. Les produits en sortie usine sont donc des poudres de caséine présures, des poudres de lactosérum, des poudres de lait écrémé.

Trois types de production sont réalisés sur le site de Mayenne :

- production de caséines à base de lait écrémé : ajout de présure, séparation des protéines par centrifugation, récupération de la caséine, séchage de la caséine en poudre par lit fluidisé ou par attrition. 15 000 tonnes/an de caséine sont produites.
- production de poudre de sérum (lactosérums issus de Charchigné et de Craon) : concentration et cristallisation du lactose, séchage par atomisation. 70 000 t/an de poudre de sérum sont produites.
- production de poudre de protéines de sérum. 1 500 t/an de poudre de protéines sont produites.

L'établissement est équipé de plusieurs filtres à manche en sortie des tours d'atomisation du lactosérum (2 filtres par tour de sérum), de la tour des protéines sériques, des attriteurs (2 filtres). L'établissement exploite également une installation de séchage par lit fluidisé dont les rejets atmosphériques sont traités par un cyclone.

L'usine fonctionne 365 j/an.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Surveillance des émissions sonores - Constat de la VI du 03/06/2021	Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 25.5	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
3	Cuves de fiouls lourds - Constats de la VI du 03/06/2021	Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
4	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
6	Dispositions sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-III	/	Demande d'action corrective	2 mois
7	Respect des VLE aqueux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III	/	Demande d'action corrective	2 mois
8	Déclaration d'antériorité - Rubrique 1510	Code de l'environnement du 04/12/2015, article L. 513-1 Alinéa 1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
9	Déclaration d'antériorité - Rubrique 4130	Code de l'environnement du 04/12/2015, article L.	/	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		513-1 Alinéa 1			
10	Modification des conditions d'exploitation	Code de l'environnement du 01/01/2024, article r; 181-46 i	/	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
11	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14-II	/	Demande d'action corrective	2 mois
12	Signalement Odeur	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe - Titre II - Point 14	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative - Rubrique 2910 - Constat de la VI du 03/06/2021	Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 1	Susceptible de suites	Sans objet
5	Accréditation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection a mis en évidence des écarts pour lesquels sont attendus soit des actions correctives soit des justificatifs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative - Rubrique 2910 - Constat de la VI du 03/06/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 31/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'arrêté préfectoral complémentaire du 09 juillet 2020 actualise le tableau de nomenclature des installations du site, notamment la rubrique 3110 : <ul style="list-style-type: none"> • Chaudière C1 fonctionnant au gaz naturel d'une puissance thermique de 19,57 MW • Chaudière C2 fonctionnant au gaz naturel d'une puissance thermique de 19,57 MW • Chaudière air chaud C3 fonctionnant au gaz naturel d'une puissance thermique de 7,31 MW • Groupe électrogène GE1 d'une puissance de 4 MW • Groupe électrogène GE2 d'une puissance de 4 MW • Groupe électrogène GE3 d'une puissance de 4 MW • Groupe électrogène GE4 d'une puissance de 3,65 MW • Groupe électrogène GE5 d'une puissance de 3,39 MW Soit une puissance thermique totale de 65,49 MW
Constats : Par courrier en date du 30 juin 2022, l'exploitant a transmis à Mme la Préfète de la Mayenne une demande de prise en compte du Brûleur Veine d'air au sein des installations de combustion. De par les éléments des fiches techniques A et K issues du document Fiches Techniques Combustion de novembre 2019, cette installation existante est à classer sous la rubrique 3110. Cette modification de la puissance totale des installations de combustion relevant de la rubrique 3110 sera prise en compte lors d'une prochaine modification de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2001. Une proposition de suite à donner sera prochainement soumis à Madame la Préfète de la Mayenne.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des émissions sonores - Constat de la VI du 03/06/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 25.5
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 31/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant doit réaliser dans un délai de 6 mois après la notification du présent arrêté, puis tous les 3 ans, à ses frais, un contrôle des niveaux d'émission sonore générés par son établissement ; le contrôle du niveau de bruit et de l'émergence, aux points reportés sur le plan annexé, sera effectué par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures (émergence en zone réglementée et niveaux de bruit en limite de propriété de l'établissement) sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées ; en cas de non conformité, ils lui seront transmis et accompagnés de

propositions en vue de corriger la situation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe à l'arrêté du 23/01/1997 (basée sur la norme NFS 31.010 - décembre 1996), et dans des conditions représentatives de l'ensemble de la période de fonctionnement de l'établissement ; la durée de chaque mesure est d'une demi-heure au moins.
Constats : Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant déclare que des mesures de réduction à la source des émissions sonores sont prévues au cours de l'année 2024 au sein des tours aéroréfrigérantes (TARs) situées sur la Partie Sud du site. Un investissement de 200 000 euros a été débloqué pour l'année 2024 afin notamment de procéder au capotages de ces TARs. Un contrôle des niveaux d'émission sonore sera effectué à l'issue des travaux d'amélioration de la situation sonore afin de vérifier l'atténuation acoustique espérée. En l'état actuel, les niveaux d'émergence sonores restent non conformes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Cuves de fiouls lourds - Constats de la VI du 03/06/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 31/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Rubrique 4734-2 Suppression des cuves de deux cuves de fioul lourds et d'une cuve de graisse animale (200, 300 et 300 m ³) à compter du 31/12/2021.
Constats : La Préfecture de la Mayenne a été destinataire le 13 juillet 2022 d'un dossier de notification de cessation d'activité partielle de la Société Laitière de Mayenne pour son ancien stockage de fioul lourd. Cette notification concerne la suppression de deux cuves aériennes de fioul lourd de 200 et 300 m ³ et d'une cuve aérienne de graisse animale de 300 m ³ . La société DEGRAVE et MARCAN ASSAINISSEMENT (DMA) a été chargée de la vidange, du dégazage et du démantèlement des trois cuves. Les travaux se sont déroulés entre les semaines 44 et 52 de l'année 2021. Les bordereaux de suivi de déchets associés aux vidanges des cuves sont joints au dossier (fioul lourd et graisse animale). Leur examen n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées. La cessation de ces activités n'entraîne pas de libération des terrains. La société SEREA a été chargée du contrôle de la qualité des sols au droit des bacs de rétention

associés. Des investigations sur les sols et les bétons ont été menées au droit de la zone d'étude le 22 juin 2022:

- Au droit des sols des rétentions, quatre sondages au carottier portatif à gouges jusqu'à 2 m de profondeur ont été réalisés (un sondage dans la rétention contenant l'ancienne cuve de graisse animale et trois sondages dans celle contenant les anciennes cuves de fuel lourd). Les résultats d'analyses ont mis en évidence un impact en hydrocarbures C10-C40 au droit du sondage S2 entre 0,3 et 0,8 m de profondeur avec une teneur de 1 600 mg/kg MS au droit de la rétention des anciennes cuves de fuel lourd;
- Les résultats d'analyses des échantillons de béton ont mis en évidence l'absence de dépassement des valeurs seuils d'acceptation en ISDI pour l'ensemble des paramètres et des échantillons.

Les données du schéma conceptuel ne mettent pas en évidence de risques pour les usagers de la zone d'étude. Les recommandations suivantes sont formulées en cas de démantèlement de l'ancienne rétention des cuves de fioul lourd :

- A l'évacuation en filière ISDI des bétons (inertes) ou à leur revalorisation sur site ;
- A l'excavation des sols impactés sous-jacents (sondage S2) jusqu'à 0,8 m de profondeur et à l'évacuation des matériaux pollués hors site en centre agréé ;
- A la réception des sols après travaux ;
- Au suivi des travaux par une société spécialisée en sites et sols pollués ;
- A la constitution d'un rapport de récolement des travaux effectués.

Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant déclare que les fosses de rétention sont toujours présentes. Toutefois, un projet de remise en état des terrains est planifié pour l'année 2025. Un budget de 60000 euros a été défini. Lors de la visite du site, il a été constaté une odeur de fioul lourd. Des traces de fioul lourd présentes sur une surface bétonnée ont été constatées. Il convient de curer cette surface. Par ailleurs, l'inspection a constaté la présence d'un fût métallique rempli de fioul lourd. L'ensemble des déchets de fioul lourd susceptibles d'être présents au sein des fosses de rétention doit faire l'objet d'une élimination vers une filière autorisée, dans les meilleurs délais. Les justificatifs attestant de la réalisation de ces opérations seront transmis à l'Inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49

Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 31/05/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

<p>Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant déclare qu'aucun échange n'a été engagé avec la collectivité pour aménager le point de rejet au droit de la Mayenne. Par ailleurs, selon l'exploitant, l'enrochement présent au droit du point de rejet aurait été déplacé suite à de fortes pluies. Depuis la dernière visite d'inspection, aucun signalement n'a été remonté à l'inspection des installations classées. Néanmoins, il est rappelé à l'exploitant qu'il est tenu de s'assurer que l'ouvrage de rejet permette une bonne diffusion des effluents dans le milieu naturel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Accréditation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 31/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : {Non Renseigné} • date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel en date du 03 juin 2022, l'exploitant a transmis le courrier de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne du 16 mars 2020 relatif à la décision d'accord de l'agrément du dispositif de suivi régulier des rejets du site.</p> <p>Le dernier rapport de validation périodique du suivi régulier des rejets date du 17/07/2023 (Rapport PDL230276-23-449-R0). Celui-ci a été rédigé par la société IRH Ingénieur Conseil et fait état d'une cotation de 9,8/10 du dispositif de suivi régulier des rejets. Une copie de l'attestation du renouvellement de l'agrément du dispositif de suivi régulier des rejets devra être communiquée à l'inspection des installations classées.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-III
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : III. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté. Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1er. Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées.
Constats : Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté sa procédure, identifiée ME046, relative à la gestion des prélèvements et consommation en eau en période de sécheresse. Cette procédure recense la liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Les consommations en eau sont suivies quotidiennement et le ratio m3/tonne de produits finis est suivi de manière hebdomadaire. L'exploitant a mis en place un groupe de travail sur la consommation en eau qui se réunit 2 fois par mois en période de sécheresse et 1 fois par mois en période normale. Des suivis par graphiques sont réalisés. En application des dispositions du présent article, l'exploitant s'attachera à éditer des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations. Via la procédure ME 043-001, l'exploitant liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants. La dernière mesure de réduction remonte à 2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Respect des VLE aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : III. - Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions

contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.

Constats :

Conformément aux dispositions réglementaires, l'exploitant déclare ses résultats d'autosurveillance de la qualité de ses rejets aqueux sur l'application GIDAF. Une extraction des données de GIDAF sur les 12 derniers mois (juin 2023 à mai 2024) a été éditée.

L'examen des données sur cette période met en évidence le respect des fréquences de mesure pour l'ensemble des paramètres définis à l'article 24.4 de l'arrêté préfectoral modifié du 16 novembre 2001 (pH, DCO, DBO5, MES, N global, Phosphore total, NTK).

L'examen des données sur cette période selon les critères de l'article 21-III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 met en évidence le respect des VLE en concentration et en flux sur l'ensemble des paramètres mesurés, à savoir moins de 10% de la série des résultats des mesures de chaque paramètre dépasse les valeurs limites prescrites et aucune mesure ne dépasse le double de la valeur limite.

Toutefois, des dépassements sont constatés sur le paramètre Température. Au cours de la période susmentionnée, le seuil de température défini à 30°C a été dépassé à hauteur de 87% sur le mois de juin 2023, 100% sur le mois de juillet 2023, de 81 % sur le mois d'août 2023 et de 57 % sur le mois de septembre 2023. A ce titre, la qualité des rejets n'est pas conforme. L'exploitant déclare qu'il réalise, en période de dépassement de cette limite de température :

- une mesure hebdomadaire de la température au droit de l'ouvrage de déversement au sein de la rivière de la Mayenne;
- une mesure hebdomadaire de la température de la rivière de la Mayenne en amont et en aval de l'ouvrage de déversement.

La consultation du registre met en évidence que la température de rejet au milieu naturel avant déversement reste inférieure à 30°C sur la période suivie.

Compte tenu de ce qui précède, l'exploitant est invité à solliciter une demande d'aménagement de ces conditions de raccordement au réseau de la commune et de rejet au milieu naturel. Il est attendu que cette demande détaille les conditions et modalités de surveillance prévues au droit de l'ouvrage de déversement au sein de la rivière de la Mayenne et au sein de la rivière de la Mayenne. A cette demande sera joint l'accord du gestionnaire de réseau d'eaux pluviales sur la possibilité de rejeter des eaux usées traitées à une température supérieure à 30 °C.

Par ailleurs, l'exploitant doit s'assurer à respecter la valeur de débit de rejet quelles que soient les modalités d'exploitation. A défaut, l'exploitant devra envisager des aménagements techniques au droit de sa station d'épuration.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Déclaration d'antériorité - Rubrique 1510

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/12/2015, article L. 513-1 Alinéa 1

Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE
Prescription contrôlée : Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.
Constats : <p>La rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE a été modifiée par décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020. Cette modification est susceptible de modifier le classement de cette rubrique au sein de l'établissement.</p> <p>Par courrier du 12 octobre 2021, la Société Laitière de Mayenne a transmis à Mme la Préfète de la Mayenne une demande de bénéfice des droits acquis au titre de l'article L. 513-1 du Code de l'environnement pour la rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE. Pour établir sa demande de bénéfice des droits acquis, l'exploitant s'est appuyé sur le guide ministériel d'application de la rubrique 1510. L'examen de cette demande appelle les observations suivantes de la part de l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La demande de bénéfice des droits acquis pour la rubrique 1510 du 26/08/2018, actée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 09/07/2020, déclarait un volume d'entrepôt de 31 180 m³ pour un tonnage de 4 973 tonnes de matières combustibles. Il convient de préciser la localisation du ou des entrepôts concernés par cette déclaration de 2018 ; • Les activités relevant de la rubrique 4735 ne sont pas à considérer comme étant une IPD ; • La quantité maximale en tonnes de produits 1530/1532/2663/2160 au sein de l'IPD 1 est à définir ; • la quantité maximale en tonnes de produits 1530/1532/2663 au sein de l'IPD 2 est à définir ; • Il convient de se positionner sur les annexes de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 applicables dans le cas où les installations sont susceptibles de bénéficier des droits acquis. <p>Deux IPD sont recensées par l'exploitant, l'un comprenant les zones A, B et C dédiées à du stockage de matières combustibles relevant des rubriques 1510/1530/1532/2663/2160 et l'autre comprenant les zones 1, 2, 3 ainsi que l'atelier de production. Au cours de la visite du site, l'inspection s'est rendue au droit des zones de stockage présentes. Les matières stockées correspondent bien aux matières déclarées par l'exploitant, à savoir de la poudre (produits finis, des cartons, des palettes et des plastiques).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 9 : Déclaration d'antériorité - Rubrique 4130

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/12/2015, article L. 513-1 Alinéa 1
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE
Prescription contrôlée : Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette

déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.

Constats :

Par courrier daté du 22 juillet 2021, la Société Laitière de Mayenne a sollicité, en vertu de l'article R. 513-1 du Code de l'environnement, le bénéfice des droits acquis pour son stockage d'acide nitrique à 58 % de 35 m³, soit 47,46 tonnes. L'acide nitrique à 58 % est stocké au sein d'un réservoir de réservoir de 40 m³, dont le volume est limité à 35 m³.

Au cours de la visite d'inspection, l'inspection a interrogé l'exploitant sur les dispositions techniques et/ou organisationnelles mises en œuvre pour garantir l'absence de dépassement du volume de 35 m³ au sein du réservoir de 40 m³. L'exploitant déclare que, lors de la déclaration de demande de bénéfice des droits acquis en 2021, le dépotage de l'acide nitrique était assuré par de la pousse à l'eau. Ce dispositif était asservi à deux sondes de niveau, l'une présente au sein du réservoir (sonde analogique), l'autre à l'extérieur (poire). L'exploitant déclare qu'il a modifié les modalités de dépotage de l'acide nitrique. L'acide nitrique est désormais poussé à l'air via un compresseur présent au sein du camion de livraison. Ce mode de dépotage n'est pas asservi aux deux sondes de niveau, ce qui ne permet pas de garantir le non dépassement du seuil des 35 m³. Compte tenu de ce qui précède, l'exploitant déclare tenir à jour, de manière temporaire, un registre de suivi des livraisons d'acide nitrique et de la quantité journalière d'acide dans le réservoir. La consultation du registre met en évidence l'absence de dépassement du seuil des 35 m³. L'exploitant s'est engagé à revoir ses modalités de dépotage avant la fin de l'année 2024 afin de garantir un asservissement du dépotage aux deux sondes de niveau. Il est envisagé la mise en œuvre de pompes d'aspiration asservies aux deux sondes de niveau.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article r; 181-46 i

Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation

Prescription contrôlée :

I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Constats :

La société Société Laitière de Mayenne a déposé un dossier de porter à connaissance daté du 24 février 2023 relatif à un projet de construction et l'exploitation d'une chaufferie fonctionnant à la biomasse. Ce dossier a été complété le 04 décembre 2023 suite à la demande de compléments formulée par l'inspection des installations classées le 14 septembre 2023. L'instruction de ce dossier de porter à connaissance n'est pas finalisée au jour de la visite d'inspection.

Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a constaté le début des travaux associés à l'implantation de la nouvelle chaufferie.

Complétude du dossier de porter à connaissance :

Au cours de la visite d'inspection, l'évaluation de l'impact de la future chaufferie biomasse sur la qualité de l'air rédigée par Air Pays de la Loire (Décembre 2023) et le courrier transmis au maire sur la proposition de remise en état du site de la future chaufferie Biomasse ont été remis à l'inspection des installations classées.

Au sein du dossier de porter à connaissance, l'exploitant ne s'est pas positionné sur le recensement du ou des installations de combustion en application des Fiches Techniques Combustion de Novembre 2019. Au regard des appareils de combustion existants et projetés, l'appareil de combustion associé à la chaufferie Biomasse peut être considéré comme étant une installation de combustion. Un positionnement est attendu dans les compléments au dossier de Porter à Connaissance.

Canalisation de vapeur :

Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant précise qu'il rencontre une difficulté technique concernant le raccordement de la conduite vapeur entre la future chaufferie Biomasse et les installations de production du site. Une voie publique sépare les deux installations. Le projet initial prévoyait le passage souterrain de la canalisation de vapeur. Néanmoins, compte tenu de la densité de réseaux d'ores et déjà présents au droit la voie publique, l'exploitant envisage la mise en place d'une canalisation aérienne au-dessus de la voie publique.

Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a renseigné les principales caractéristiques de la future canalisation, à savoir son diamètre nominal (DN) de 200 mm et sa pression maximale de service (PS) de 17 bars. Compte tenu du résultat du produit DN x PS, cette canalisation doit répondre en termes de fabrication à la directive 2014/68. Il s'agit d'une tuyauterie de catégorie II, avec une obligation de réception par un organisme (plaque avec marque CE et n° organisme notifié). En termes de suivi en service, l'exploitant devra respecter les dispositions de l'article 15 tiret III de l'AM du 20/11/2017 : *"Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service."*

Il convient que l'exploitant notifie officiellement auprès de Mme la Préfète de la Mayenne la modification envisagée sur le projet de chaufferie Biomasse avec l'ensemble des éléments d'appréciation de cette modification (tracé prévisionnel de la canalisation, caractéristique de la canalisation, analyse des risques et des dangers associés, garanties apportées quant à la conception, l'installation et l'exploitation de la canalisation, ...)

En application des dispositions de l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement qui prévoient que *"l'autorisation environnementale inclut les équipements, installations et activités figurant dans le projet du pétitionnaire que leur connexité rend nécessaires à ces activités, installations, ouvrages et travaux ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients"*, cette tuyauterie peut être considérée comme étant connexe à la future chaufferie. Cette tuyauterie devra être installée dans les règles de l'art et l'exploitant devra se référer au guide de la fédération des services énergie environnement « Sécurité des canalisations de transport de vapeur d'eau et d'eau surchauffée » d'août 2013.

Enfin, l'exploitant devra s'assurer de disposer de l'ensemble des autorisations nécessaires au titre de l'urbanisme.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 11 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14-II

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

L'arrêté d'autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles, notamment afin de faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondation, ou à un risque de pénurie, parallèlement aux mesures prises pour d'autres catégories d'installations en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement. Cette limitation ne s'applique pas au réseau d'incendie.

Constats :

A ce jour, les dispositions de l'arrêté préfectoral modifié du 16 novembre 2001 ne renseignent ni l'origine des eaux consommées ni de limite de consommation en eau. Les dispositions réglementaires applicables à la Société Laitière de Mayenne doivent être complétées.

Sur la base des éléments transmis par l'exploitant, l'inspection des installations classées dispose des principales données suivantes :

- Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposée le 1er février 2001 ayant abouti à la signature de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2001 fournit les informations suivantes : alimentation en eau du site via de l'eau du réseau AEP à hauteur de 135 000 m³/an et des eaux d'évaporation (dénommées eaux de vaches) à hauteur de 280 000 m³/an.
- Le bilan de fonctionnement déposé le 16/10/2012 précise que la consommation en eau du réseau varie entre 100 000 et 150 000 m³/an (entre 2002 et 2011).
- Le dossier de réexamen déposé le 1er décembre 2020 précise que la consommation en eau du réseau varie 310 000 et 420 000 m³/an (entre 2017 et 2020).

Au regard des éléments à disposition de l'inspection des installations classées, la consommation en eau du réseau de ville a fortement augmenté depuis 2011. La consommation actuelle en eau représente près du triple par rapport à celle annoncée dans la demande d'autorisation d'exploiter initiale. Cette augmentation de la consommation en eau par rapport à la situation initiale n'ont pas fait l'objet d'une demande de modification des conditions d'exploitation

Compte tenu de ce qui précède, l'exploitant est tenu de solliciter explicitement une demande d'augmentation de la consommation en eau via un dossier de porter à connaissance. Cette demande doit être accompagnée d'objectifs chiffrés de réduction pérenne et l'exploitant doit s'assurer que l'augmentation de la consommation en eau du site n'a pas nécessité de nouvelles autorisations de prélèvement en eau pour la production d'eau potable.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Signalement Odeur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe - Titre II - Point 14
Thème(s) : Autre, Nuisances olfactives
Prescription contrôlée : Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs, l'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (cf. point 5), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants : - un protocole précisant les actions et le calendrier ; - un protocole de surveillance des odeurs, éventuellement complété d'une mesure/estimation de l'exposition aux odeurs ou d'une estimation des effets des odeurs ; - un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) ; - un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à mesurer ou estimer l'exposition aux odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction. Les dispositions ci-dessus ne sont applicables que dans les cas où une nuisance olfactive est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles.
Constats : Fin année 2023, l'inspection des installations classées a été contactée par un riverain de la Société Laitière de Mayenne pour signaler des nuisances olfactives (odeur de poudre de lait). A la demande de l'inspection, le riverain a précisé deux périodes au cours desquelles des nuisances ont été subies : "- Forte odeur de lait en poudre Le 13 Août à 17h30 (3 personnes, rue Grinhard) - Forte odeur de lait en poudre Le 30 septembre à 17h30 (3 personnes, rue Saint-Ouis)" Par courriel du 11/06/2024, le riverain précise qu'il "y a toujours des problèmes d'odeur de poudre de lait" et que "cela arrive aussi bien en semaine que le week-end (même le matin)". L'exploitant admet que l'activité puisse être à l'origine d'odeur de lait et déclare que le procédé de production ne prévoit pas d'activité spécifique à l'horaire indiqué par le riverain. L'exploitant précise que les dispositifs de filtration font l'objet d'un suivi régulier (2 fois par semaine) et que le rapport de contrôle de la qualité des rejets atmosphériques met en évidence la conformité de la qualité des rejets (Rapport APAVE du 30/06/2023 - N°100084089-001-1). Néanmoins, compte tenu du signalement d'un riverain et du caractère olfactif avéré des produits finis, les dispositions mentionnées au présent point de contrôle sont applicables. L'exploitant est tenu de mettre en œuvre un plan de gestion des odeurs proportionné.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

